



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**n° 130 du 23 décembre 2022**

**- Spécial -**

**Le contenu intégral des textes et/ou les documents et plans annexés peuvent être consultés  
auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée**

**SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES**

# **SOMMAIRE**

**n° 130 du 23 décembre 2022**

## **SPÉCIAL**

### **DRFIP**

Avenant n°1 à la convention de délégation de gestion du 15 mars 2021 entre la DRFIP44 et la DDFIP85

Avenant n°1 à la convention de délégation de gestion du 19 mars 2021 entre la DRFIP44 et le Musée Clémenceau-De Lattre.

Direction Régionale des  
Finances Publiques des  
Pays de la Loire

**Avenant n° 1**  
**à la convention de délégation de gestion du 15 mars 2021 relative à l'expérimentation**  
**d'un centre de gestion financière placé sous l'autorité de la Directrice Régionale des**  
**Finances publiques des Pays de la Loire et de la Loire-Atlantique (opérations de la**  
**Direction Départementale des Finances publiques de la Vendée)**

**Entre la Direction départementale des Finances publiques de la Vendée, représenté par M. Anthony MANCEAU, responsable du pôle « Missions transverses, désigné sous le terme de "délégrant", d'une part,**

**et**

**La Direction Régionale des Finances Publiques des Pays de la Loire et du département de Loire-Atlantique ( DRFIP ), représentée par M. Paul GIRONA, responsable du pôle « Pilotage et Ressources », désignée sous le terme de "déléataire", d'autre part,**

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup>**

**En application de son article 6, la convention de délégation de gestion est modifiée conformément aux articles 2 à 4 du présent avenant.**

**Article 2**

**Dans l'intitulé, les mots « à l'expérimentation d'un » sont remplacés par « au ».**

**Article 3**

**Les quatre premiers alinéas du préambule sont remplacés par les dispositions suivantes :**

**« La présente convention est conclue en application :**

**« - du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;**

**« - du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 86-1 ; »**

**Article 4**

**Le premier alinéa de l'article 7 est remplacé par les dispositions suivantes :**

**« La présente convention est reconduite tacitement d'année en année. »**

**Article 5**

**Le présent avenant prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et fera l'objet d'une publication.**


**Fait à La Roche sur Yon,**

**Le 6 décembre 2022,**

**Le délégant**

**Direction Départementale des Finances  
publiques de la Vendée**

Le directeur du Pôle Missions transverses



Anthony MANCEAU

**Visa du préfet du département de la Vendée**



Gérard GAVORY

**Le délégataire**

**Direction Régionale des Pays de la Loire et de  
la Loire-Atlantique**

Le directeur du Pôle Pilotage et Ressources



Paul GIRONA

**Visa du préfet de la région des Pays de la  
Loire**



Didier TARNIER

**Convention de délégation de gestion  
relative à l'expérimentation d'un centre de gestion financière  
Direction Régionale des Finances publiques des Pays de la Loire et de la Loire-  
Atlantique**

La présente délégation est conclue en application :

- du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat ;
- du décret n° 2018-803 du 24 septembre 2018 modifiant le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et autorisant diverses expérimentations (article 37) ;
- de l'arrêté du 21 décembre 2020 portant création, à titre expérimental, d'un centre de gestion financière placé sous l'autorité de la Directrice Régionale des Finances Publiques des Pays de la Loire et de la Loire-Atlantique.

Entre la DDFIP de Vendée, représenté par Mme Claude Nguiffo-Boyom, désigné sous le terme de "délégué", d'une part,

Et

La Directrice Régionale des Finances publiques des Pays de la Loire et de la Loire-Atlantique, représentée par M. Paul GIRONA, directeur du pôle pilotage et ressources, désigné sous le terme de "délégué", d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1er : Objet de la délégation**

En application du décret du 14 octobre 2004 susvisé et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, l'exécution d'opérations d'ordonnancement des dépenses relevant des programmes suivants :

<b>N° de programme</b>	<b>Libellé</b>
<b>156</b>	<b>Gestion fiscale et financière de l'État et du service public local</b>
<b>362</b>	<b>Ecologie</b>
<b>723</b>	<b>Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État</b>

Le délégant assure le pilotage des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) et n'est pas déchargé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

**Article 2 : Prestations accomplies par le délégataire**

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après.

1. Le délégataire assure, pour le compte et sur demande formalisée du délégant, le traitement des actes suivants :

- a) Il saisit et valide les engagements juridiques ;
- b) Il notifie aux fournisseurs les bons de commande validés dans Chorus ;
- c) Il saisit la date de notification des actes ;
- d) Il réalise, lorsqu'il y a lieu, la saisine du contrôleur budgétaire et/ou de l'ordonnateur secondaire de droit selon les seuils prévus ;
- e) Le cas échéant, il enregistre la certification du service fait sur demande formalisée du service prescripteur ;
- f) Il instruit, saisit et valide les demandes de paiement ;
- g) Il réalise, en liaison avec le service prescripteur, les travaux de fin de gestion et saisit notamment dans Chorus les opérations d'inventaire validées au sein des services par le responsable d'inventaire ;
- h) Il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- i) Il participe au dispositif de contrôle interne budgétaire et comptable du service prescripteur ;
- j) Il réalise l'archivage des pièces qui lui incombe.

2. Le délégant reste chargé des décisions de dépenses, de la constatation et de la certification du service fait, du pilotage de ses crédits et de l'archivage des pièces qui lui incombe.

### **Article 3 : Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité des informations budgétaires et comptables enregistrées dans Chorus et à rendre compte de son activité.

### **Article 4 : Obligations du délégant**

Le délégant s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

### **Article 5 : Exécution de la délégation**

Le chef du service délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés l'exécution des actes mentionnés au 1 de l'article 2.

### **Article 6 : Modification du document**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant dont un exemplaire est

transmis au contrôleur budgétaire.

### Article 7 : Durée, reconduction et résiliation du document

Le présent document prend effet lors de la signature par l'ensemble des parties concernées. Il est établi pour l'année 2021 et reconduit tacitement jusqu'au 31 décembre 2022 au plus tard.



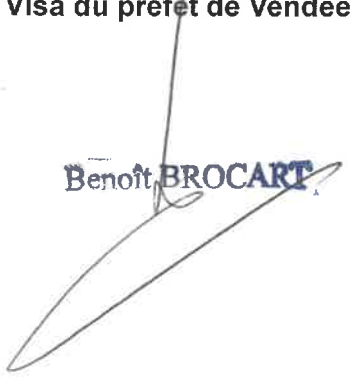

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite. L'ordonnateur secondaire de droit et le contrôleur budgétaire doivent en être informés.

La convention de délégation de gestion est transmise au contrôleur budgétaire, accompagnée de la délégation d'ordonnancement secondaire du délégant et du délégataire.

Ce document sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à La Roche sur Yon

Le 15/03/2021

Le délégant	Le délégataire
<p data-bbox="220 1041 774 1108"><b>Direction Départementale des Finances publiques de Vendée</b></p> <p data-bbox="247 1209 742 1265"><b>Responsable de la division Moyens Généraux</b></p>  <p data-bbox="335 1400 654 1444"><b>Claude Nguiffo-Boyom</b></p>	<p data-bbox="821 1041 1380 1108"><b>Direction Régionale des Pays de la Loire et de la Loire-Atlantique</b></p> <p data-bbox="885 1209 1316 1265"><b>Le directeur du pôle pilotage et ressources,</b></p>  <p data-bbox="1005 1400 1197 1444"><b>Paul GIRONA</b></p>
<p data-bbox="311 1523 662 1556"><b>Visa du préfet de Vendée</b></p>  <p data-bbox="375 1691 630 1736"><b>Benoit BROCARD</b></p>	<p data-bbox="805 1523 1380 1590"><b>Visa du préfet de la région des Pays de la Loire,</b></p> 



**Avenant n° 1**  
**à la convention de délégation de gestion du 19 mars 2021 relative à l'expérimentation**  
**d'un centre de gestion financière placé sous l'autorité de la Directrice Régionale des**  
**Finances publiques des Pays de la Loire et de la Loire-Atlantique (opérations du Musée**  
**national Clemenceau-De Lattre)**

**Entre le SCN Clemenceau-de Lattre, représenté par Jean-François Bourasseau, désigné sous le terme de "délégrant", d'une part,**

et

**La Direction Régionale des Finances Publiques des Pays de la Loire et du département de Loire-Atlantique ( DRFIP ), représentée par M. Paul GIRONA, responsable du pôle « Pilotage et Ressources », désignée sous le terme de "délégataire", d'autre part,**

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de son article 6, la convention de délégation de gestion est modifiée conformément aux articles 2 à 4 du présent avenant.

**Article 2**

Dans l'intitulé, les mots « à l'expérimentation d'un » sont remplacés par « au ».

**Article 3**

Les quatre premiers alinéas du préambule sont remplacés par les dispositions suivantes :

« La présente convention est conclue en application :

« - du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État ;

« - du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 86-1 ; »

**Article 4**

Le premier alinéa de l'article 7 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La présente convention est reconduite tacitement d'année en année. »

**Article 5**

Le présent avenant prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et fera l'objet d'une publication.

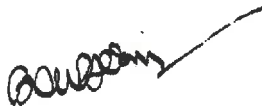
Fait à Mouilleron Saint Germain,

Le 08/12/2022

**Le délégant**

**Jean-François Bourasseau**

Secrétaire général



Jean-François Bourasseau,  
Secrétaire général  
MUSÉE NATIONAL  
CLEMENCEAU DE LATRE

**Le délégataire**

**Direction Régionale des Pays de la Loire et de  
la Loire-Atlantique**

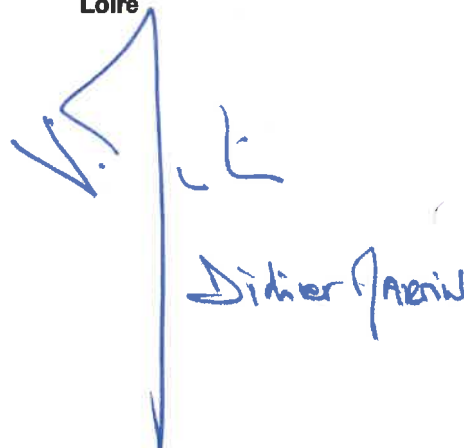
Le directeur du Pôle Pilotage et Ressources



Paul GIRONA

**Visa du préfet du département de**

**Visa du préfet de la région des Pays de la  
Loire**



Didier Frenin

**Convention de délégation de gestion  
relative à l'expérimentation d'un centre de gestion financière  
Direction Régionale des Finances publiques des Pays de la Loire et de la  
Loire-Atlantique**

La présente délégation est conclue en application :

- du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat ;
- du décret n° 2018-803 du 24 septembre 2018 modifiant le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et autorisant diverses expérimentations (article 37) ;
- de l'arrêté du 21 décembre 2020 portant création, à titre expérimental, d'un centre de gestion financière placé sous l'autorité de la Directrice Régionale des Finances Publiques des Pays de la Loire et de la Loire-Atlantique.

Entre le Musée national Clemenceau-de Lattre ( SCN CLEMENCEAU-DE LATTRE), représenté par M. Jean-François Bourasseau, désigné sous le terme de "délégrant", d'une part,

Et

La Directrice Régionale des Finances publiques des Pays de la Loire et de la Loire-Atlantique, représentée par M. Paul GIRONA, directeur du pôle pilotage et ressources, désigné sous le terme de "délégataire", d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1er : Objet de la délégation**

En application du décret du 14 octobre 2004 susvisé et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, l'exécution d'opérations d'ordonnancement des dépenses relevant des programmes suivants :

PROG : 0175

BOP :0175-CPAT

Code :0175-CPAT-C610

UO Description : UO SCN MUSÉE CLEMENCEAU – DE LATTRE

Le délégant assure le pilotage des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) et n'est pas déchargé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

**Article 2 : Prestations accomplies par le délégataire**

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après.

1. Le délégataire assure, pour le compte et sur demande formalisée du délégant, le

traitement des actes suivants :

- a) Il saisit et valide les engagements juridiques ;
- b) Il notifie aux fournisseurs les bons de commande validés dans Chorus ;
- c) Il saisit la date de notification des actes ;
- d) Il réalise, lorsqu'il y a lieu, la saisine du contrôleur budgétaire et/ou de l'ordonnateur secondaire de droit selon les seuils prévus ;
- e) Le cas échéant, il enregistre la certification du service fait sur demande formalisée du service prescripteur ;
- f) Il instruit, saisit et valide les demandes de paiement ;
- g) Il réalise, en liaison avec le service prescripteur, les travaux de fin de gestion et saisit notamment dans Chorus les opérations d'inventaire validées au sein des services par le responsable d'inventaire ;
- h) Il tient la comptabilité auxiliaire des immobilisations ;
- i) Il participe au dispositif de contrôle interne budgétaire et comptable du service prescripteur ;
- j) Il réalise l'archivage des pièces qui lui incombent.

2. Le délégué reste chargé des décisions de dépenses, de la constatation et de la certification du service fait, du pilotage de ses crédits et de l'archivage des pièces qui lui incombent.

### **Article 3 : Obligations du délégataire**

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et les limites fixées par le présent document et acceptées par lui.

Le délégataire s'engage à assurer les prestations qui relèvent de ses attributions, à maintenir les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations, à assurer la qualité des informations budgétaires et comptables enregistrées dans Chorus et à rendre compte de son activité.

### **Article 4 : Obligations du délégué**

Le délégué s'engage à fournir, en temps utile, tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

### **Article 5 : Exécution de la délégation**

Le chef du service délégataire est autorisé à subdéléguer à ses subordonnés l'exécution des actes mentionnés au 1 de l'article 2.

### **Article 6 : Modification du document**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant dont un exemplaire est transmis au contrôleur budgétaire.

## Article 7 : Durée, reconduction et résiliation du document

Le présent document prend effet lors de la signature par l'ensemble des parties concernées. Il est établi pour l'année 2021 et reconduit tacitement jusqu'au 31 décembre 2022 au plus tard.

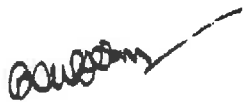

Il peut être mis fin à tout moment à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite. L'ordonnateur secondaire de droit et le contrôleur budgétaire doivent en être informés.

La convention de délégation de gestion est transmise au contrôleur budgétaire, accompagnée de la délégation d'ordonnancement secondaire du délégant et du délégataire.

Ce document sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Moulleron Saint Germain

Le 19/03/2021

<p style="text-align: center;"><b>Le délégant</b></p> <p style="text-align: center;"><b>SCN Clemenceau-de Lattre</b> <b>Secrétaire Général</b> <b>Jean-François Bourasseau</b></p>  <p style="text-align: center;">Jean-François Bourasseau, Secrétaire général MUSÉE NATIONAL CLEMENCEAU DE LATTRE</p> <p style="text-align: center;">Délégation de signature JO du 8 mars 2021</p>	<p style="text-align: center;"><b>Le délégataire</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Direction Régionale des Pays de la Loire</b> <b>et de la Loire-Atlantique</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Le directeur du pôle pilotage et</b> <b>ressources,</b></p>  <p style="text-align: center;"><b>Paul GIRONA</b></p>
<p style="text-align: center;"><b>Visa du préfet</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Visa du préfet de la région des Pays de la</b> <b>Loire,</b></p> 